

TRIBUNE

POUR LA

CONSTITUANTE

SOUVERAINE

LIBERTES

DEMOCRATIQUES

**A
L
G
E
R
I
E
N
N
E**

- SOMMAIRE -

- . INTERVIEW D'E. BALUKA
- . COMPTE RENDU DES RÉUNIONS C.L.T.A.
TRIBUNE - P.R.S.
- . QUE S'EST-IL PASSÉ EN ÉGYPTÉ EN
JANVIER 1977 ?
- . LE P.C.F. ET LES LIBERTÉS
- . NOTES

4 f

CORRESP^{CE} SELIO

87 rue du Faubourg St-Denis 75010 - PARIS

n° 10 juin 77

Interview de E. BALUKA, le 29 décembre 1976

INTERVIEW DE BALUKA, Secrétaire du Comité Central de grève
des chantiers navals de CZCZECZIN (POLOGNE)

Tribune algérienne pour la Constituante Souveraine a rencontré

E. BALUKA et lui a posé les questions suivantes :

1° - Quelle est la situation actuelle en Pologne après URSUS et RADOM ?

2° - Quelle est l'importance du combat pour les libertés démocratiques en Pologne ?

Comment caractérises-tu l'absence de la démocratie ?

3° - Comment la classe ouvrière polonaise organise-t-elle son combat contre la bureaucratie pour la démocratie ? Ce combat mène-t-il à la restauration du capitalisme ?

4° - Quel lien fais-tu entre le combat de la classe ouvrière des pays capitalistes contre la bourgeoisie et celui de la classe ouvrière contre la bureaucratie dans les pays où le capitalisme a été exproprié ?

5° - Comment peux-tu expliquer que dans les pays "dits" socialistes (la Pologne et l'Algérie sont caractérisés comme tels par les différents P.C.) le combat pour les libertés démocratiques a une importance aussi fondamentale ?

Pour des raisons d'efficacité, de temps et de place, le camarade BALUKA a préféré grouper ces questions. Nous laissons la responsabilité des réponses au seul camarade BALUKA.

BALUKA : La première chose que je voudrais vous dire sur la classe ouvrière et sur le peuple polonais, c'est qu'ils manquent des libertés fondamentales pour lesquelles ils ont combattu depuis des siècles, et surtout depuis le début de ce siècle contre tous les envahisseurs. Tout ce que je vais dire dans cette interview doit être entendu et compris comme si votre pays était un pays occupé, et que se pose dans votre pays tous les problèmes concernant

...

les libertés, la LIBERTE (droit d'organisation, de presse, de réunion, etc... etc...) Je comprends fort bien que pour des pays qui n'ont jamais subi d'occupation (mais ce n'est pas le cas du vôtre !) de telles questions prennent une signification ou une place différente... Mais dans le cas de la Pologne, il faut savoir que son histoire se confond avec celles des différentes invasions, oppressions et occupations et, la résistance à ces oppressions. Après ces premières choses sur la classe ouvrière, je voudrais aborder comment le peuple et la classe ouvrière engagent le combat et comment se posent les problèmes.

Dans la première question : "Que s'est-il passé à RADOM et URSUS", je voudrais attirer votre attention sur le fait qu'avant URSUS et RADOM, la classe ouvrière avait derrière elle 29 ans de luttes et de combats. Le peuple polonais a connu une occupation terrible par le fascisme. Celle-ci s'est soldée par 8 millions de morts sur 30 Millions d'habitants.

La classe ouvrière polonaise, jusqu'avant la deuxième guerre mondiale n'était pas très forte comme classe car la Pologne jusqu'à la deuxième guerre mondiale, était un pays essentiellement paysan. Mais la classe ouvrière connaissait, déjà avant la deuxième guerre mondiale, l'existence de syndicats qui se sont développés dans le cours du combat de la classe ouvrière polonaise pour ses revendications. Ces syndicats, forgés par la classe ouvrière connaîtront la terreur stalinienne après l'occupation. La politique menée par Staline en 1936 de liquidation du Parti Communiste Polonais et du Parti Socialiste Polonais a abouti au fait qu'après la deuxième guerre mondiale, le P.C. polonais n'existait pratiquement pas. Après la deuxième guerre mondiale, le PPR, (Parti communiste) émanation du Kremlin, constitué à Moscou, composé essentiellement de fonctionnaires. J. CYRANKIEWICZ a vendu le Parti Socialiste Polonais au Kremlin et l'on a abouti à la fusion bureaucratique du Parti Communiste et du Parti Socialiste, ce qui a donné le parti dirigeant actuel, le P.O.U.P. (Parti Ouvrier Unifié de Pologne).

On peut dire et c'est la vérité qu'à partir de 1949 aucune opposition au régime n'a pu se faire de façon légale. La raison de cela, c'est qu'en 1949, le régime a fait adopter par le Parlement le "Petit Code Pénal" (M.K.K. en polonais) dont l'article premier -et le plus important- dit : "Il est interdit sous peine de prison allant jusqu'à la peine de mort de construire des syndicats (en dehors des syndicats officiels) et des organisations. L'application de cet article a permis l'emprisonnement et la mort

de milliers de gens et de militants. J'ai moi-même, été victime de cet article et j'ai été condamné à cinq ans de prison que j'ai accompli bien que je n'ai jamais été membre d'aucune organisation. Je vous explique tout cela pour que vous compreniez bien que la situation qui s'est développée en Pologne en 1976 n'est par fortuite et qu'elle est l'expression en Pologne du développement de la lutte de classes mondiale depuis le début du siècle... et qu'elle est à mettre en liaison avec ce qui se passe aujourd'hui en Europe de l'Est et en U.R.S.S.

La mort de Staline et la "libéralisation" (destalinisation ?) n'ont eu aucun effet immédiat... La résistance des masses et de la classe ouvrière ne se sont manifestées que par des petits sabotages organisés par les travailleurs ... mais cela était très faible car la peine de mort du Petit Code Pénal était toujours en vigueur.

La première offensive -et aussi la première grande expérience- de la classe ouvrière polonaise a été la grève de POZNAN en 1956. Les ouvriers de POZNAN (concentration de 24 000 travailleurs) sont sortis dans la rue, attaqué les quartiers généraux de la police politique, attaqué les locaux de l'armée, etc... mais l'action et la conscience des travailleurs de POZNAN ne s'est pas étendue à l'ensemble du territoire. Deux choses essentielles ont caractérisé la grève de POZNAN de 1956 : l'exigence du retrait des troupes d'occupation et la non reconnaissance du P.O.U.P. (Parti Ouvrier Unifié de Pologne) comme parti de la classe ouvrière polonaise.

Le Kremlin n'a pas immédiatement attaqué avec les chars, mais il s'y préparait. Il faut se rappeler que ces "événements" se sont déroulés peu de temps après la mort de Staline. La révolte de POZNAN a été matée et bloquée par l'armée, mais cela n'a pas pu empêcher le début d'un processus de libéralisation et cela à tel point que Gomulka -jusqu'à-là en prison pour avoir refusé de se soumettre au Kremlin- est sorti de prison pour devenir le premier secrétaire du P.O.U.P. C'est sans doute à ce moment-là qu'il y a eu la plus grande "libéralisation" dans le pays. C'est à ce moment là que sont sortis des articles de journaux non contrôlés par la bureaucratie du Kremlin. La bureaucratie du Kremlin et de Varsovie ont tout de suite étouffé cette "libéralisation" qui était le sous-produit de la lutte des travailleurs de POZNAN.

Après cela, Gomulka gouvernera pendant treize ans, profitant de la popularité que lui ont donné les années de prison. Mais cela ne l'empêchera pas, dès son arrivée au gouvernement et au parti de se vendre pour sa propre carrière au Kremlin. Il commencera dès lors, à saboter le fruit

...

de l'action des masses.

On en arrive à 1970.

A cette date l'économie polonaise est totalement étouffé par le Comecon -lié au pacte de Varsovie- lequel bloque l'économie de tous les pays de l'Est au profit des intérêts de l'économie soviétique. Le Comécon agit au profit de l'expansion soviétique: La vente d'armes, quasi gratuite à Cuba, au Viet-Nam, à l'Algérie, à l'Ulster, etc... pousse celui-ci à piller économiquement les pays du bloc de l'Est. C'est la raison qui explique que le coût de la vie a connu une augmentation de 25 %. Cette hausse du coût de la vie ^{va} se heurter aux travailleurs de GDANSK dès le 14. Ceux-ci brûlent dès le 1er jour l'immeuble du Parti de la Voïvodie (département). La lutte s'étendra à tous les ports de la Baltique jusqu'à SZCZECZIN. La réponse ne se fera pas attendre ... la répression s'abat; on ne peut savoir exactement mais il y a eu autour de 3 000 morts. Mais, en même temps, GOMULKA tombe, GIEREK le remplace comme premier secrétaire du Parti... Nous le savons aujourd'hui, la lutte de factions existait dans le P.O.U.P.... dirigées par GIEREK, CZAROSZEWICZ, MOCZAR, etc.... C'est celle de GIEREK qui a poussé GOMULKA à faire cette augmentation... C'est elle qui gagnera et le fera tomber. Mais, dès son arrivée au pouvoir, GIEREK appliquera la même politique que GOMULKA a menée à son début.

Le 21 janvier 1971, la grève éclate au chantier naval Adolph WARSKI (SZCZECZIN) dans lequel je travaillais. Cette grève s'oppose à la nouvelle équipe mise en place par GIEREK. La revendication essentielle est : "baissez les prix". C'est la même qu'en 1970. Le 22 janvier : l'occupation de tous les chantiers commence. Le mot d'ordre est : "que GIEREK vienne s'expliquer devant nous !" Les revendications politiques mises en avant par les travailleurs étaient : élections à tous les niveaux : parti, conseils, syndicats. GIEREK, JAROSZEWICZ et le ministre des armées sont venus le 24 janvier 1971 à SZCZEXZIN. Le "dialogue" qui a eu lieu entre le Comité de grève élu et GIEREK a duré 9 heures. GIEREK a accepté tous les points sauf la baisse des prix. La revendication du droit de grève a été reconnue (c'est la première fois que ce la se passe dans un tel régime) mais ce droit reconnu et arraché par la grève et l'occupation n'a jamais été écrit nulle part (même pas dans la constitution).

Cette année (août 1976) s'est déplacé à Versovie HOWARTH (du Labour Party anglais) qui a apporté à GIEREK le script du film "3 jours à SZCZECZIN" auquel j'ai participé. Lors de l'entrevue entre

...

HOWARTH et KRUCZEK (responsable des syndicats de Pologne). HOWARTH a posé la question suivante : "pourquoi le droit de grève n'est-il pas reconnu par écrit ?" KRUCZER a répondu : "Mais il n'est écrit nulle part que faire la grève est interdit ! la preuve, en Pologne, il y a des grèves !". C'est la première fois qu'un haut bureaucrate reconnaît cela !

Depuis la grève, jusqu'à la fin 1971 les syndicats ont vécu de façon réelle et démocratique. Pendant ce temps là, les fractions du P.O.N.P. dans les syndicats ne se montraient pratiquement pas !

Une nouvelle étape du combat de la classe ouvrière polonaise sera franchie par la grève de Radom et URSUS .

La grève d'URSUS et RADOM malgré le recul rapide de la bureaucratie (le gouvernement a satisfait en 24 h la revendication de la baisse des prix) a été suivie d'une sévère répression (emprisonnements, etc...) Mais après cette grève et contre la répression, y a fait suite un phénomène nouveau -d'une extraordinaire importance- qui vient d'apparaître : c'est la mise en place d'un comité de défense des ouvriers (constitué d'intellectuels et d'étudiants). Ce comité de défense a une existence légale (on connaît les noms et les adresses des 20 responsables de ce comité). Toute l'histoire de la lutte politique montre que la liaison entre les intellectuels et les ouvriers sont les prémices à la constitution d'organisations politiques... Lénine et Trotsky étaient eux-mêmes d'origine intellectuelle. Lorsque l'on est dans la production, il est difficile d'avoir une vision claire du combat politique. Mais cela n'exclut pas, -au contraire- que la classe ouvrière est la force la plus importante. Plus elle sera éduquée politiquement, plus elle luttera efficacement.

.....
Ici, le camarade BALUKA développe la question "3" et "4"
.....

Il y a des gens qui assimilent bureaucratie et socialisme. Il serait illogique de voir les travailleurs lutter contre la démocratie et le socialisme et de voir la classe ouvrière demander un retour au capitalisme. Quel travailleur pourrait demander cela ? Pour le peuple polonais, le socialisme est encore plus nécessaire que pour tous les autres peuples du monde, car il a été découpé et occupé pendant plus de 13 ans et, qu'il a connu la dernière occupation nazie dont j'ai parlé... avec ses huit millions de morts.

L'Etat bourgeois polonais qui a existé pendant vingt ans (entre deux guerres) est révolu. Il a démontré sa faillite (chômage, faim, maladie, misère, bref ... tous les maux du capitalisme). Les Polonais savent aujourd'hui car ils l'ont vécu quel est le meilleur système. Les moyens de production sont étatisés ; c'est une chose définitive pour la classe ouvrière !

Ici, il me faut dire une chose importante : les travailleurs polonais ont certes combattu le P.C. polonais et ses bureaucrates, mais ils n'ont jamais touché aux moyens de production qu'ils ont eu entre leurs mains (usine, etc...). Toutes les discussions que j'ai eues avec les travailleurs se concluaient toujours par la nécessité politique d'abattre le régime bureaucratique.

Dans les "pays du glacis" ... il ya aujourd'hui une jeune génération qui bénéficie du plein emploi, de la sécurité de l'emploi et qui défend ces acquis. Il faut savoir que les Polonais ont toujours lutté pour le socialisme et ont toujours été à l'avant garde de la lutte contre le capitalisme et la bourgeoisie.

La chose la plus importante qu'il faut savoir, c'est qu'il n'y a ni démocratie, ni socialisme, car le socialisme, c'est la démocratie.

Les classes ouvrières des pays capitalistes et des pays coloniaux ou semi-coloniaux peuvent être assurés qu'il n'y aura aucun retour au capitalisme ... car cela va dans le sens contraire de l'Histoire.

 EGYPTTE : LE JANVIER REVOLUTIONNAIRE

 Les émeutes des 18 - 19 Janvier .

90 morts, plus de 1000 blessés, des milliers d'arrestations les transports et les bâtiments publics attaqués, le centre des grandes villes - Le Caire, Alexandrie, Helouan, Assouan - ravagé par les manifestants et quadrillé par l'armée ... tel est le bilan de deux journées d'émeutes en Egypte.

A l'origine de l'explosion : les hausses de 5 à 31 % décidées sur les denrées alimentaires (pain, riz, viande, huile, thé) et de 25 à 100 % sur le butane indispensable à des millions de foyers urbains et ruraux.

La hausse a été ressentie comme une véritable provocation par des millions de travailleurs dont le salaire minimum est de 12 livres (120 D A) et par des millions d'Agyptiens affamés.

Le mouvement est parti du complexe industriel d'HELOUAN (banlieu du Caire). A 10 h., la grève est générale. Elle se propage à CHOUBRA EL KHEIMA, MAHALLA EL KOUBRA ... et aux autres centres industriels. Une manifestation de masse est organisée devant l'Assemblée Populaire.

Les Universités, les grandes écoles, les lycées et collèges se mettent en grève. Dans les banlieues populaires, à EL MATARIA à GUIZEH et surtout à BAB EL CHAERIEN, les jeunes incendient les autobus, les voitures de police et s'attaquent aux commissariats. La police tire : 13 morts.

Le centre du Caire est envahi. Aux cris de " nous avons faim " , " A bas le Khédivé " (allusion aux dirigeants corrompus de l'époque ottomane), les manifestants incendient les boutiques de produits de luxe, les cabarets et les grands hôtels SHEPHEARD HILTON, réservés à la nouvelle bourgeoisie et aux princes saoudites. Ils saccagent les locaux des journaux EL AHRAM, AL AKHBAR et AL GOUMOURHIA qui avaient approuvé les mesures de hausse et de nombreux sièges du parti unique : l'U.S.A.

A Alexandrie les émeutes sont plus dures : autobus incendiés, tramways renversés, centre de la ville saccagé, la demeure du vice-président de la république H.MUBARAK incendiée et de sérieux accrochages avec la police.

L'insurrection gagne la Haute Egypte (ASSOUAN), le delta du Nil, Suez et Mansourah conférant au mouvement l'allure d'un soulèvement national.

Rentré précipitamment d'Assouan, Sadate capitule.

" Imitant le comportement des dirigeants polonais en Juin 1976, dans une situation analogue " (Mondé 21/1/77),

Sadate annule les hausses de prix.

Il impose un couvre feu sévère à Alexandrie et au Caire, la fermeture des Universités, le quadrillage des grandes villes par

l'armée. Mais toutes ces mesures d'intimidation, la chasse aux sorcières qui s'ensuit et le referendum triomphal du 10 Février, approuvant ces mesures repressives, ne peuvent masquer le fait essentiel : la capitulation de Sadate.

QUI A DIRIGE LES EMEUTES DE JANVIER ?

Pour certains (Le Figaro 22-23/1), il s'agirait d'un complot ourdi par KHADAFI. Mais qui peut croire que Khadafi, qui a renfloué FIAT et cautionné les Accords de RYAD qui liquident la résistance palestinienne et établissent la "pax americana" au MACHREK cherche à re-verser les régimes de Hussein - Assad - Sadate soutenus par le roi KHALED ?

Pour d'autres, il s'agirait d'un mouvement "scenophile", "nassérien" fromenté par les Frères Musulmans ... en bref des versions qui dénaturent le sens du mouvement, ramené à un complot de l'étranger, ce qui traduit la panique de la bourgeoisie devant la révolution prolétarienne.

Pour Sadate, ce sont les communistes qui auraient dirigé le mouvement pour déstabiliser son régime. Mais il ne s'agit là que d'un procédé grossier visant à effrayer Carter et Khaled pour mieux leur soutirer des dollars. En Egypte, les communistes (le P.C.E. a été dissous par Moscou) ne forment qu'un groupuscule dont l'orientation n'est pas le renversement mais le soutien critique (95% de soutien et 5% de critique) des régimes actuels de "la Nation Arabe". C'est la position du P.C. Syrien envers Assad, du P.C. Marocain envers Hassan II, du P.A.G.S. envers Boumediene ... C'est la position de Brejnev envers Sadate. Ainsi bien loin de relater, de façon honnête, les émeutes de Janvier, le correspondant de l'Agence TASS, n'y a vu qu'un mouvement noyauté

"par des éléments criminels et simplement des éléments irresponsables du fait qu'il y a eu des actes de vandalisme et de vols"

Mais l'aide immédiate et massive que vont apporter l'Arabie, le Koweït, le FMI, Carter ... et Brejnev (livraison en 2 jours des MIGS refusés depuis 2 ans, report des dettes) suffisent à condamner les thèses du complot ou de la subversion communiste et révèlent que les manifestations massives de Janvier ne visaient pas la critique mais le renversement du régime de SADATE.

EMEUTES DE LA COLERE OU EXPLOSION REVOLUTIONNAIRE ?

La presse mondiale a établi la relation entre la hausse des prix et les émeutes et parle même de la faillite économique de Sadate. Ainsi pour le TIMES anglais du 18/1 :

" même si les émeutes s'apaisent, le problème économique demeurera". Et de lancer un cri d'alarme : " ceux qui ont de la considération pour l'existence d'un régime égyptien modéré, aussi bien dans le monde arabe qu'en

" Occident seraient bien avisés de prendre note qu'un tel régime ne peut pas survivre indéfiniment sans un plus grand soutien effectif "

De même façon, "l'Humanité " du 20/1 parle de la faillite de Sadate en ces termes :

" Jamais depuis Janvier 1952, depuis l'incendie du Caire qui avait prélué à la chute de la monarchie, l'armée n'avait été appelée pour rétablir "l'ordre" en Egypte. C'est dire la gravité de la crise présente. Depuis que le président Sadate, succédant à Nasser, avait inauguré sa politique "d'ouverture", les plaies de l'Egypte se sont avivées".

Et de prêcher le retour à la politique de Nasser qu'avait nationalisé les banques, les industries et réalisé la réforme agraire.

D'une manière générale, si la presse a parlé de la faillite économique ou même politique de Sadate, elle a gardé un silence absolu sur le mouvement général qu'elle présente comme "la colère populaire déchaînée" des masses (Humanité) mais jamais comme un mouvement révolutionnaire. Ainsi "Le Monde" du 21/1 parle d'un mouvement qui a pris "l'allure d'une insurrection générale" mais aucun détail n'est donné sur la grève générale d'Helouan puis de toutes les usines d'Egypte, la manifestation devant le Parlement, la débandade de la police, les flottements dans l'armée

...

C'est parce que le mouvement s'est appuyé sur le prolétariat industriel organisé dans ses usines, sur le mouvement étudiant organisé dans ses facultés (EL AZHAR, Alexandrie) que l'extension de la grève et des manifestations dans toute l'Egypte s'est réalisée dans la matinée même du 18/1.

C'est parce que cette généralisation supposait un véritable Etat Major, celui que les ouvriers et les étudiants s'étaient donné au cours de la grève (délégués d'usines, de facultés ...) , c'est parce que la manifestation devant le Parlement, les ministères, les commissariats, les sièges de l'U.S.A. a unifié le combat du prolétariat, de la paysannerie pauvre, des chômeurs, de la jeunesse, qu'il est absurde de ne parler que d'émeutes de la colère. Le 18 janvier, ce fût en réalité la répétition générale de la révolution prolétarienne imminente en Egypte.

Les objectifs atteints, le prolétariat a regagné ses usines, les étudiants leurs Universités, un jours plus tard, ce qui témoigne de la maturité de la classe ouvrière, consciente qu'il était impossible d'aller plus loin en l'absence d'un parti révolutionnaire. Poursuivre quelques jours de plus, c'était provoquer la chute de Sadate, sûrement, mais aussi son remplacement par un nouveau Conseil de la Révolution militaire.

Pour apprécier l'importance de ces journées, qui remettent en question tout l'équilibre de l'impérialisme au Machrek, il faut les replacer dans le cadre de la lutte des classes en Egypte.

 LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE EN EGYPT (1)

La défaite de Juin 1967 a été celle de Nasser et de son régime bourgeois. Par la grandiose manifestation du Caire (9 Juin), les masses signifiaient qu'elles n'acceptaient pas la capitulation devant le diktat d'Israël, et exigeaient des réformes profondes dans l'économie, l'armée, l'appareil d'Etat.

En Février 1968, les officiers supérieurs responsables de la défaite sont acquittés par un Tribunal. Dès l'annonce du verdict de clémence, les ouvriers du complexe industriel d'Helouan déclenchent la grève, attaquent les sièges de l'U.S.A. et donnent l'assaut du poste de police. La police tire.

L'Université se met en grève et manifeste devant le journal AL AHRAM, le Parlement, les locaux de l'U.S.A. De violents combats opposent les étudiants et lycéens à la police.

Malgré la répression, le mouvement n'est pas brisé et continue à s'approfondir. La grève générale de l'Université de Mansourah, capitale intellectuelle du Delta, touche les ouvriers, les employés, les chômeurs, les paysans. De violentes manifestations éclatent à Helouan, au Caire, à Alexandrie, aiguissant les contradictions du régime.

Le 15 Janvier 1972, une A.G. se tient à l'Ecole Polytechnique. Elle appelle à la tenue d'un "Congrès étudiant". Le 17, le Congrès qui regroupe des délégués élus démocratiquement, décide la création d'un Comité National des Etudiants qui rédigera un questionnaire soumis au Président Sadate ayant refusé de recevoir la délégation, le Comité National occupe les Universités d'Alexandrie et d'EL AHZAR.

Les étudiants de l'Union Officielle et les frères Musulmans, qui appellent à la prière à tout instant, sont expulsés de l'Université. Le lien est établi avec les usines d'Helouan et d'Alexandrie.

Le 23, une violente bataille oppose la police aux étudiants qui manifestent place EL TAH' IR; Helouan soutient l'Université, les paysans du Delta également et organisent une véritable "jacquerie" à KAMCHICHE.

Sadate va capituler et promettre de reprendre la guerre contre ISRAEL. Mais pour Sadate, la guerre d'Octobre 1973 n'avait pas pour but de libérer le SINAI ou de liquider ISRAEL, mais d'effectuer une pression sur les Etats Unis pour les amener à imposer à Israel le retrait du Sinaï moyennant sa reconnaissance dans les frontières de 1967.

Dès le retrait - fort limité - d'Israel, Sadate annonça sa politique d'ouverture massive aux capitaux américains et saoudiens (INFITAH). Mais bien loin d'attirer les investissements, l'infiltration n'aboutit qu'à aggraver le marasme économique, les inégalités sociales et la misère.

Après le dégageant isrealo-egyptien de Septembre 1975, la lutte des classes se développe : grèves, manifestations, bombes contre les bâtiments publics, émeutes de la faim culminant avec les émeutes du Ramadhan, au Caire (Septembre 1976)

Le mouvement actuel n'est donc pas une émeute de la colère, mais une véritable explosion révolutionnaire, qui combine les revendications des paysans (une véritable réforme agraire) celle des ouvriers (l'expropriation de la bourgeoisie) celle des Etudiants, de la jeunesse, des chômeurs.

Le mouvement de Janvier unifie la lutte pour les revendications économiques, celle pour la libération totale du pays, la lutte pour les libertés démocratiques avec celle pour un gouvernement central des délégués élus des usines, des universités, des paysans, des chômeurs, déjà réalisé en 1972 et en Janvier 77.

Malgré l'absence d'informations, la généralisation de la grève d'Helouan à toute Egypte en quelques heures, la capitulation de Sadate, la violence des manifestations, l'appel à l'armée pour rétablir l'ordre signifient que l'appareil d'Etat est profondément ébranlé et qu'il n'est pas abusif de dire que Janvier est le premier pas de la révolution prolétarienne en Egypte.

LE DISPOSITIF DE L'IMPERIALISME MENACE AU MACHREK

En une journée, les masses égyptiennes ont porté un coup sévère à toute la politique de l'impérialisme américain qui venaient d'approuver tous les chefs de "La Nation Arabe" à Ryad : reconnaissance d'Israel, liquidation du mouvement nationaliste libanais et palestinien, confédération Liban-Syrie-Jordanie-Gaza sous la direction de ASSAD - HUSSEIN.

Dans ce dispositif, l'Egypte, le plus important des Etats du Machrek occupe une position clé. C'est pourquoi la bourgeoisie arabe et mondiale comme Moscou volent au secours de Sadate. Le FMI débloque 160 millions de dollars, Khaled verse des milliards (2), Brejnev accepte de différer le remboursement de la dette en matériel militaire, livre des MIGS, des pièces de rechange, envoie des experts ...

Mais la brèche ouverte ne sera pas comatée. Malgré le référendum truqué approuvant la législation d'exception, Sadate n'a pas les moyens politiques pour exercer une repression sanglante. L'armée n'est pas sûre, la police non plus, comme le révèle "Le Financial Times":

"un aspect dominant des émeutes a été que la police et les unités anti-émeutes ont manifesté des marques de sympathie à l'égard des manifestants".

Les grèves massives en Israel, la fragilité du régime d'Assad, les difficultés pour restaurer l'Etat bourgeois au

Liban, la résistance palestinienne toujours debout malgré la trahison de la direction actuelle de l'O.L.P. qui a capitulé à Ryad, la fragilité de Sadate ... tout cela inquiète mortellement l'impérialisme et les monarchies arabes.

BOUMEDIENE LA PANIQUE

L'explosion égyptienne a traumatisé Boumediene qui avait pris l'Egypte pour modèle jusqu'à copier ses institutions : Conseil de la Révolution imité de celui de 1952, Charte Nationale inspirée de celle de Nasser (30 Juin 1962), volonté de transformer le FLN en un parti du Président, à l'image de l'Union Socialiste Arabe (U.S.A.), même Constitution théocratique et autocratique que celle de Sadate (été 1971), même conception de l'Assemblée du peuple, même procédure de ratification : le référendum avec des pourcentages supérieurs à 99 %, même prosternation du petit bourgeois devant le monarque Khaled.

Même situation catastrophique sur le plan économique : faible production, pénurie, mauvais ravitaillement des villes, gaspillage, bureaucratie et corruption.

Même intervention du FMI qui impose à l'Egypte comme à l'Algérie une super-fiscalité, un budget en équilibre, le blocage des salaires, l'augmentation de l'exploitation et le non-soutien aux prix alimentaires.

Le mouvement des masses en Egypte a ruiné les constructions politiques mises en place par Sadate : l'USA et le pseudo Assemblée du peuple plus représentative et démocratique (3 Tribunes) que l'APN algérienne. C'est sur la police, puis sur l'armée, que Sadate a dû s'appuyer pour garder le pouvoir.

Parce que Boumediene redoute un Janvier algérien, la presse, la radio et la télévision ont systématiquement dénaturé le sens du mouvement, évitant de reproduire les mots et d'informer sur l'organisation des ouvriers d'Helouan, des étudiants d'EL AZHAR, et à ALEXANDRIE.

Peu après, Boumediene expédiait Bouteflika chez les émirs et le roi Khaled pour récolter les dollars nécessaires pour soutenir les prix en Algérie. En remerciement, Bouteflika, retour de Ryad, fit escale à Tunis pour apporter un soutien public à Bourgiba, dictateur sénile dont le pouvoir chancelle sous les coups de la classe ouvrière, des fellahs et des étudiants.

Par ailleurs, Boumediene s'est dépêché de corriger le budget 1977, qui établissait, sur injonction du FMI, une diminution du soutien des prix alimentaires. Ainsi dans une Conférence de presse LAYACHI YAKER devait annoncer que le pouvoir "révolutionnaire" continuerait à subventionner les prix des produits indispensables.

Enfin, Boumediene a profité du Sommet afro-arabe du Caire pour aller s'informer sur place (tête à tête Boumediene-Sadate à l'Hôtel Hilton Nil que les émeutiers n'ont pas entièrement sac-cagé. El Madjahid 10/2) et se prosterner devant le roi Khaled. La panique n'y est pour rien !

 COMPRENDRE POUR AGIR

Pour l'Avant garde étudiante et ouvrière, il est indispensable de procéder à un bilan approfondi du Janvier égyptien, d'analyser le mouvement d'ensemble, les formes d'organisation qui sont données les ouvriers d'Helouan (comité de grève, élection des dirigeants par l'A.G., occupation des usines), les étudiants (Le Congrès constitué par les délégués élus démocratiquement par l'AG le Comité National) coordonnant leur action dans un mouvement qui mène à l'Assemblée Nationale des délégués élus et révocables par des A.G. d'où sont chassés les membres du pouvoir, des permanents syndicaux, des patrons "socialistes", des membres de l'USA...

Le caractère de masse du mouvement, son organisation, ses mots d'ordre, la centralisation de son action par la manifestation devant le Parlement, les ministères, les commissariats ... ont suffi pour balayer le parti unique, l'Assemblée Populaire (l'APN égyptienne).

L'unité, la force du mouvement ont suffi pour faire plier la police et les brigades anti-émeutes. Sadate s'est trouvé tout nu et a dû faire appel à l'armée. Mais l'armée a sympathisé avec les émeutiers et Sadate a capitulé.

Ainsi la démonstration est faite. Ce ne sont ni le terrorisme individuel, ni la guérilla, ni le putsch, ni le complot qui renverseront le Sadate algérien, mais la grève organisée et centralisée du prolétariat dirigeant le combat des fellahs, des étudiants et des chômeurs.

Comme en Egypte, le Darak et Watani, la police, la sûreté nationale, les commissariats et les locaux du parti unique seront balayés en 24 heures, les députés de l'APN se cacheront, le Sadate d'Alger sera nu et devra faire appel à l'APN où se trouvent des soldats du contingent qui refuseront de tirer sur le peuple, comme au Caire !

Mais pour que le mouvement aille plus loin qu'en Egypte, aboutisse au renversement du régime des colonels et mette en place un gouvernement démocratique responsable devant une Assemblée représentative, il faut combattre et s'organiser sur le mot d'ordre de la Constituante Souveraine. C'est en effet le mot d'ordre qui unifie le combat de la classe ouvrière (A bas la Bourgeoisie! A bas l'impérialisme ! Expropriation du capital !) des fellahs (expropriation des grands domaines ! toute la terre aux paysans !) des étudiants, des femmes, des chômeurs, de la jeunesse ... le mot d'ordre qui lie les revendications économiques à la lutte contre l'impérialisme et ses agents dans "la Nation Arabe" avec les libertés démocratiques.

Le mot d'ordre de la CONSTITUANTE SOUVERAINE est le seul qui évite que le régime des colonels balayé ne donne naissance au pouvoir d'un Nouveau Conseil de la Révolution.

C'est le sens du combat de TRIBUNE !

(1) Mahmoud HUSSEIN : " La lutte des classes en Egypte" (Maspero 1971)

" La révolte des étudiants égyptiens" (n° spécial d'AL Massira)

(2) "Depuis la guerre d'octobre 1973, le Caire a reçu plus de 35 milliards de francs, en majorité des princes du pétrole arabe, le reste provenant des Etats Unis, d'Europe Occidentale (plus d'un milliard de francs de la France), d'Iran, du Japon et de l'aide multilatérale "(Le Monde 15 mars 1977

COMPTE RENDU DES RENCONTRES ENTRE DES MILITANTS
DU P.R.S., DU C.L.T.A., ET DE TRIBUNE ALGERIENNE

S'appuyant sur l'Editorial publié dans "EL DJARIDA" N° 17 condamnant sans ambiguïté le régime bourgeois de Boumédiène et proposant un programme minimum comprenant une Charte des Libertés, charte qui inclut le mot d'ordre de la CONSTITUANTE, le Comité de Liaison des Trotskyistes Algériens pour la Reconstruction de la IVe Internationale et "Tribune" faisaient paraître dans "Tribune Algérienne" N° 8 la lettre suivante au P.R.S.

LETTRE AU P.R.S. (Parti de la Révolution Socialiste)

Comité de Liaison des Trotskyistes Algériens
 (C.L.T.A.) pour la reconstruction de la IVe Internationale
 "Tribune Algérienne"

pour l'Assemblée Constituante en Algérie

Correspondance : S..EL.I.O.

87, rue du Faubourg Saint Denis

75010 PARIS

Alger, 25 octobre 1976

Chers Camarades,

C'est avec un vif intérêt que nous avons étudié le N° de juin 1976 (n° 17) d'EL JARIDA, l'organe du P.R.S.

En effet, indépendamment des divergences qui existent entre nos organisations, le PRS condamne sans ambiguïté le régime bourgeois de Boumediene, considère que la lutte pour le socialisme ne peut être que le résultat de la lutte des couches exploitées "au premier rang, desquelles se trouve le PRELETARIAT ALGERIEN, dont le ROLE DIRIGEANT"... et qu'il est nécessaire de lutter pour "la construction d'un mouvement révolutionnaire des classes exploitées, AUTONOMIE par rapport à la petite bourgeoisie et à la bourgeoisie", ce qui veut dire que le PRS déclare combattre pour créer une organisation de la classe ouvrière.

Dans cette voie, vous vous prononcez pour "une Charte des Libertés" comprenant

- "la liberté de pensée, d'opinion, d'expression et de presse"...
- "la liberté de réunion, d'organisation, de constitution des partis politiques"
- "le respect des libertés individuelles contre l'arbitraire et la répression"

...

- "le droit au travail, au logement"....
- "l'élection d'une Assemblée Nationale Constituante"....

propositions qui constituent pour une large part la plate forme de "Tribune Algérienne" l'organe du combat pour la Constituante en Algérie, lancé depuis septembre 1974 et dont le combat est soutenu totalement par le C.L.T.A.

Dans la mesure où "EL DJARIDA" déclare "accepter le dialogue, faire preuve de tolérance, taire les divergences secondaires", nous sommes prêts à vous rencontrer pour discuter de cette charte des libertés et de l'action que nous pourrions mener ensemble.

Dans l'attente d'une réponse favorable, recevez, Chers Camarades, nos salutations révolutionnaires.

Alger, 25 octobre 1978

75010 PARIS

Chers Camarades,

C'est avec un vif intérêt que nous avons étudié le N° de Juin 1978

(N° 17) d'EL DJARIDA, l'organe du P.R.S.

En effet, indépendamment des divergences qui existent entre nos organisations, le P.R.S. condamne sans ambiguïté le régime bourgeois de Bourghiane, considère que la lutte pour le socialisme ne peut être que le résultat de la lutte des couches exploitées "au premier rang, desquelles se trouve le PROLETARIAT ALGERIEN, dont le RÔLE DIRIGEANT... et qui est nécessaire de lutter pour la constitution d'un mouvement révolutionnaire de classes exploitées. AUTONOMIE par rapport à la petite bourgeoisie et à la bourgeoisie", ce qui veut dire que le P.R.S. déclare opposée pour créer une organisation de la classe ouvrière.

Dans cette voie, nous vous prions pour une Charte des

libertés

la liberté de pensée, d'opinion, d'expression et de presse...

la liberté de réunion, d'organisation, de constitution des

partis politiques

le respect des libertés individuelles contre l'arbitraire et

la répression

FORCE NOUS EST DE CONSTATER QU'IL N'Y A EU A CE JOUR AUCUNE
REPONSE ECRITE A CETTE LETTRE.

Par contre certains militants responsables du PRS ont pris l'initiative utilisant la calomnie et l'amalgame de "casser" la discussion politique qui commençait à s'instaurer entre militants du PRS, du CLTA et de "TRIBUNE". Ils entendent ainsi clairement interdire, contrairement à EL DJARIDA, toute discussion tendant à mettre en pratique les propositions d'ELDJARIDA et de la lettre de "TRIBUNE". Il s'agit là, évidemment d'une réponse claire, sans équivoque de certains responsables du PRS. Nous espérons que la position de ces responsables n'est partagée ni par tous les militants du PRS, ni par la direction de celui-ci.

Nous portons à la connaissance des militants les faits suivants.

Le lundi 10 janvier se tenait à l'invitation de militants et de sympathisants du PRS, une rencontre avec les militants du CLTA et de "TRIBUNE". Le représentant du CLTA proposa comme axe de discussion la "lettre de TRIBUNE" et l'éditorial d'EL DJARIDA. Le représentant du PRS à cette réunion déclara n'être pas au courant de la "lettre" et se proposa de la transmettre dès le lendemain ainsi que la deuxième lettre ci-dessous rédigée rapidement sur le champ par le représentant du CLTA, à ses camarades responsables. Ce qui est parfaitement correct et normal. Dans ces conditions la "discussion" pouvait réellement commencer. Rendez-vous fut pris pour le mercredi 12 janvier.

DEUXIEME LETTRE DU "CLTA et de TRIBUNE"

"Chers Camarades,

Nous constatons qu'à ce jour, 10 janvier 1977, nous n'avons reçu aucune réponse à notre lettre du 25 octobre 1976, publiée dans "TRIBUNE" n° 8. Nous espérons qu'il s'agit là d'un oubli... Nous n'affirmons notre volonté, sur la base de cette lettre, de rencontrer votre direction pour mettre en place le cadre et la forme du combat ... sur la ligne définie par EL DJARIDA

- libertés démocratiques,
- liberté de presse, de réunion, d'organisation; etc...
- la Constituante, etc...

...

Nous attendons votre réponse... Salutations révolutionnaires.

P.S. : Il va de soi que cette lettre sera publiée dans "TRIBUNE"

Nous espérons qu'elle sera aussi publiée dans EL DJARIDA.

Rencontre du mercredi 12 janvier

Celle-ci se déroula en présence d'un responsable du PRS qui avait été contacté par l'un des participants (militant du PRS) à la réunion du 10 janvier. Dès le début de la réunion le ton changea. Moi j'étais au courant de la lettre et nous n'y répondrons pas... Vous êtes venu lundi pour dresser les militants du PRS (contre qui ??) ... Il y a des gens avec qui on ne discutera pas ... le PAGES ... et les Trotskyistes que nous connaissons depuis longtemps. Ce ne sont pas des gens sérieux (?) et puis ils sont manipulés par les Français (les choses commencent à se préciser !) ... d'ailleurs toi-même (le représentant du CLTA) tu es manipulé... un autre militant du PRS rajouta : "Tu n'es même pas Algérien !".

Le ton change, les arguments ne sont pas plus "politiques" mais policiers ! Amalgame, provocation et calomnie. Tout y passa.

Malgré cela le représentant du CLTA développa dans la mesure où il le put, la politique du CLTA par rapport à la situation politique en Algérie et renouvela les propositions. FRONT UNIQUE sur les libertés démocratiques ! ouvrons la discussion comme vous le proposez !

Le responsable du PRS accepta ces propositions.

L'accord suivant est passé :

Nouvelle réunion dans laquelle nous discuterons sur deux rapports (dont la durée peut être fixée comme vous l'entendez !), l'un fait par un représentant du CLTA, l'autre par un représentant du PRS. Désignation nominale des délégations. Réunion fixée sur cet accord au mardi 18 janvier à 19 heures.

"Rencontre" du 18 janvier

Surprise, la délégation du PRS n'est pas celle qui a été désignée en commun ... Elle est augmentée de quelques "unités" (ce qui à la limite aurait pu être acceptable après discussion). Les nouveaux arrivants "coïncident". le représentant du CLTA pendant une demi-heure dans le couloir

...

qui mène à la salle de réunion (alors que tout le monde attendait dans la salle). Le "responsable" de la délégation du PRS déclare.

... Nous sommes au courant des deux lettres. Nous ne vous répondrons pas ! Nous connaissons les Trotskystes. Vous êtes manipulés par l'OCI... Il n'y a pas que des Algériens parmi vous (?) ... Nous nous occuperons de vous ! Il n'y aura pas de réunion ce soir ! C'est un malentendu (il le répète devant tout le monde dans la salle). Ce soir, c'est une réunion du PRS ... Le PRS n'accepta de discuter qu'avec des Algériens (il va de soi que le représentant du CLTA était un Algérien ! Mais peut être que cet argument n'a t-il été utilisé que pour que le représentant du CLTA donne son identité!).

Le représentant du CLTA pénètre néanmoins dans la salle... commence à faire une courte déclaration. Il est coupé Il propose de rester à la réunion même si celle-ci n'est tenue que par le seul PRS. Pas question que les Trotskystes prennent la parole ! Le représentant du CLTA décide de partir et annonce qu'il fera connaître les faits à tous les jeunes, aux travailleurs dans une déclaration du CLTA.

Tels sont les faits, ^{racontés} scrupuleusement -en termes plus que mesurés- tels qu'ils se sont déroulés. Nous les portons à la connaissance des travailleurs, des militants, des jeunes.

Personne peut accepter la calomnie et l'Amalgame ! Ces méthodes n'ont qu'un seul objectif : empêcher toute discussion dans l'avant-garde qui se dégage aujourd'hui.

Militants du PRS, qui croire ? EL DJARIDA qui écrit "oser parler !" "arrachons la démocratie !" "Libertés démocratiques !" "Taisons nos divergences secondaires ! Constituante !", ou ceux qui, au nom du PRS, ont tenté de faire taire le CLTA le mardi 18 janvier.

Militants du PRS ! Prenez vos responsabilités ! HALTE A LA CALOMNIE arme des ennemis de la classe ouvrière !

Pour leur part les militants du CLTA et ceux de "Tribune Algérienne" qui combattent depuis près de trois ans sur les mots d'ordre des libertés démocratiques et de la Constituante souveraine, ont déjà pris les leurs ! Ils renouvellent leur appel pour l'ouverture de la discussion entre groupes militants organisations et partis qui sont d'accord pour l'UNITE de COMBAT contre le régime militaro-policié des colonels d'Alger.

LES LIBERTES SELON LE PCF

OU

Comment être pour les libertés en France, dans les pays de l'Est, en Amérique latine, mais pas en

ALGERIE

Depuis quelques mois, il ne se passe pas un seul jour sans un article sur les libertés dans les colonnes de l'Humanité.

Qu'on en juge :

22/10/76 - Au meeting pour la libération de Boukovski, JUQUIN déclare : "La liberté ne se divise pas" ;

"Les communistes ont la passion de la liberté".

16/12/76 - A propos du film "l'Aveu" sur les procès staliniens des années 50, KANAPA déclare :

"Nous voulons une France socialiste ou l'aveu serait impossible.

24/12/76 - A propos de l'arrestation de SANTIAGO CARRILLO, Secrétaire Général du PCE :

"La liberté est indivisible. Il n'y aura ni libertés, ni démocratie en Espagne aussi longtemps que Carrillo et ses camarades seront privés du plus élémentaire des droits humains. Vivre, Travailler, S'exprimer en libres citoyens dans leur patrie".

26/01/77 - "Liberté et Vérité" catégoriquement oui.

etc..., etc...

Alors que la répression stalinienne s'abat sur les travailleurs, d'URSS, de Pologne, de Tchécoslovaquie, d'Allemagne de l'Est, et que la barbarie fasciste écrase les peuples d'Argentine, du Brésil, du Chili, le combat pour les libertés démocratiques doit être mené par tous les partis et organisations ouvrières et nous ne pouvons qu'approuver les prises de positions du PCF.

MAIS ALORS ... EN ALGERIE ?

Lors de son voyage en Algérie en 1974, G. Marchais a déclaré que "L'ALGERIE S'ENGAGE RESOLUMENT SUR LA VOIE DU SOCIALISME.

Depuis les délégations du PCF et de la CGT se succèdent en Algérie et la collaboration entre l'UGTA, le FLN, la CGT, le PCF se fait de plus

...

en plus étroite. Il n'est pas une seule initiative du très progressiste BOUMEDIENE qui ne soit soutenue par le PCF.

Mais alors les libertés existent en ALGERIE, dans le cas contraire le PCF l'aurait dénoncé.

Qu'en est-il :

Y a-t-il liberté d'association, de réunion NON

Y a-t-il liberté d'expression NON

Y a-t-il liberté d'organisation NON

Y a-t-il reconnaissance des organisations dont le PAGES (Parti communiste algérien). NON

Ces libertés élémentaires, droit de se réunir, de s'exprimer librement, de s'organiser valables pour les peuples d'URSS, des pays de l'Est, d'Amérique latine, d'Espagne de France, ne le sont plus quand il s'agit du peuple ALGERIEN.

Pourquoi ?

L'ALGERIE est résolument engagée sur la voie du socialisme.

TOUT LE RESTE VIENT APRES, un point c'est tout.

Depuis la prophétie de G. Marchais, nous voyons sur la voie du socialisme algérien l'embrigadement de la jeunesse s'amplifier à travers l'UNJA, organisation étrangère au mouvement de la jeunesse algérienne contrairement à la JFLN à laquelle elle succède, sans dissolution officielle de cette dernière, ceci par la volonté de Boumediene et des militants du PAGES qui l'animent.

Nous voyons les travailleurs à travers les structures corporatives de la GSE, travailler plus (la semaine de travail passant de 40 à 44 h) et manger moins au nom de la bataille de la production.

Nous voyons la promulgation d'une constitution hyper démocratique ou l'Islam est proclamé religion d'état et où toutes les libertés sont reconnues sauf celles portant atteinte à la révolution !!!

Nous voyons l'élection d'une Assemblée Nationale sans aucun pouvoir et rien d'autre qu'une Chambre d'enregistrement.

Nous voyons l'élection de Boumediene candidat unique présenté par le FLN sans convocation du Congrès de celui-ci ; et tout cela avec des pourcentages qui en disent long sur la démocratie régnant en Algérie.

Charte 99,58 - Constitution - APN - Présidentielle

et avec la bénédiction du PCF et l'appui sans réserve du PAGES.

Où est la liberté de s'exprimer, de vivre, de travailler en libre citoyen en ALGERIE ? Qu'importe !

L'ALGERIE est résolument engagée sur la voie du socialisme.

TOUT LE RESTE VIENDRA APRES.

Quand nous, militants de Tribune, proposons aux militants du PAGES de combattre ensemble pour les libertés démocratiques, ils refusent catégoriquement en affirmant qu'elles sont bourgeoises, puisque ce serait revenir à un parlementarisme bourgeois, et argument suprême, cela permettrait à la débile bourgeoisie algérienne de se constituer en tant que classe. Nous pensons nous, que le combat pour le socialisme ne peut être mené jusqu'au bout que par la classe ouvrière alliée à la paysannerie et à la jeunesse, encore faut-il que la classe ouvrière algérienne soit organisée dans ses partis et organisations indépendants de l'appareil d'Etat et c'est là le sens du combat pour la constituante souveraine.

APPROVISIONNEMENT

Un problème crucial...

Magasins de l'Etat (galeries algériennes) plus qu'irrégulièrement approvisionnés, flambée des prix spéculatifs, files d'attente... La presse officielle ne peut que le reconnaître : pour la viande par exemple, El Moudjahid du 7 février ne peut que constater que les produits de l'unité de production avicole du secteur socialiste, pour une ville comme Oran, ne représentent qu'une "infinie partie des besoins" de la population. Les unités de production de la "Révolution Agraire" ne semblent pas connaître le succès qu'on nous vante tant !

Le même El Moudjahid peut bien affirmer : si les travailleurs de la région d'Oran veulent la satisfaction des besoins et la stabilisation des prix, qu'ils développent de façon intensifiée la production dans les unités de production de la Révolution Agraire... Les travailleurs ne se nourrissent pas d'illusions ! ...

PAIN

On salue comme une victoire la récolte de 30 M de quintaux de blé de cette année (El Moudjahid, 7 février). On espère, si tout se passe bien, et au terme du deuxième plan, une production moyenne de 25 M de quintaux... Alors que la consommation est d'ores et déjà estimée autour de 35 M de quintaux !

Ainsi, douze ans après l'indépendance, la production ne répond pas aux besoins, les importations augmentent. L'Etat incapable de résoudre le problème de la dépendance croissante vis à vis de l'impérialisme...

agite la menace de cette dépendance accrue pour inciter les travailleurs à produire plus -c'est la bataille de la production sans cesse remise à l'ordre du jour-.

PAIN : halte au gaspillage ! titre El Moudjahid du 7 février.
Même chose pour le sucre, le café...

...

Le rationnement à tous les niveaux, telle est aujourd'hui la seule réponse du gouvernement aux besoins des masses .

N'est-ce pas la preuve flagrante de l'impuissance du régime à faire de la "Révolution Agraire" une réalité ?

PRIX

Le mouton et le boeuf au dessus de 30 D.A. (40 D.A. pour le mouton). Les prix distancent de loin les salaires, changent d'un jour à l'autre... Quelquefois, d'un endroit à l'autre.

El Moudjahid du 20 février annonce tout un train de mesures pour la protection du pouvoir d'achat : les prix de trois cents produits seront fixés par décret présidentiel ! ... Encore faudrait-il qu'il y ait contrôle de la commercialisation.

El Moudjahid annonce certes en même temps des mesures pour multiplier les magasins de l'Etat...

Mais les producteurs d'agrumes et de produits maraîchers, par exemple, se détournent dans leur grande masse des CAPCS et COFEL, vu les avantages offerts par les mandataires (El Moudjahid du 1er février).

Mais, le gouvernement se trouve contraint, pour tenter d'enrayer le développement du marché parallèle, d'aligner ses prix sur ceux du privé : tel est le sens d'un décret à paraître au journal officiel, disant qu'à partir de la campagne agricole 1976/1977, les prix nets à la production (céréales) vont être relevés "pour élever le niveau de vie des masses paysannes" : ... ou plutôt pour inciter à commercialiser dans le nouveau circuit !

Le régime ne peut fixer les prix, ne peut contrôler la commercialisation, ne peut juguler le secteur privé : comment jugulerait-il le privé, ce régime qui, incapable de promouvoir une production répondant aux besoins, passe contrat sur contrat avec les grandes firmes privées à l'échelle internationale ?

ALGER, LA CRISE

La capitale d'un pays, c'est son visage ... triste visage si l'on en croit le numéro d'avril 1976 de Révolution Africaine.

A Alger "les problèmes (...) ont atteint leur paroxysme". Conçue pour 500 000 habitants, Alger en compte près de deux millions. Pour la majorité de la population "le logement, c'est une ou deux pièces où l'on s'entasse à huit ou 10". Les transports font cruellement défaut.

Alger, la blanche ? Non, Alger, la grise !

Cependant, l'article s'inscrivait dans un numéro à la gloire du COMEDOR (Comité permanent de développement, d'organisation et d'aménagement de l'agglomération d'Alger).

Aujourd'hui, l'optimisme est loin. On ne parle que de "transformations improvisées au gré du temps", "rues retournées par de longs travaux", bouches d'égouts dégorgeant en pleine rue.

La capitale est à l'image du pays, à l'image du régime : la capitale qui tombe en ruines (encore un immeuble qui s'écroule dans la Casbah ! annonce El Moudjahid) l'incohérence des travaux, c'est toute la décrépitude du régime !

Mais Alger, c'est aussi tous les travailleurs pour qui la vie y devient invivable : un fameux ravalement se prépare, qui sera l'oeuvre des travailleurs.

Alger la grise sera blanche à nouveau !

REVOLUTION AGRAIRE

Des institutions qui tournent à vide.

El Moudjahid ne perd pas une occasion de glorifier la Révolution Agricole... Mais, quant aux résultats concrets... C'est la confusion totale !

Au niveau de la commercialisation, par exemple, le problème se pose dans toutes les wilayas, dit El Moudjahid du 17 février "les détaillants ne se sont pas toujours ravitaillés auprès de la CAPCS. "Le marché parallèle avait pris une ampleur considérable, reléguant (...) le nouveau circuit de commercialisation au second plan" dit le même

...

El Moudjahid à propos de Constantine.

"Les responsables des COFEL et CAPCS s'accusent mutuellement de sabotage, pendant que les directeurs de CAPRA se plaignent des CAPCS et COFEL" (El Moudjahid du 28 février) et pendant qu'El Moudjahid pour expliquer les désistements d'attributaires de la Révolution Agraire" dénonce les "pressions exercées sur les attributaires par des forces occultes et franchement opposées à la Révolution Agraire".

Mais quand les terres "nationalisées" ne sont pas toujours distribuées, quand il n'y a pas de cadastre, pas de crédits, pas de moyens de transport, d'emballage, de stockage offerts aux producteurs, qui est responsable ?

Au delà des cris de "sabotage !", des louanges au volontariat de la publicité à la moindre CAPRA bénéficiaire, les responsabilités sont claires :

ce ne sont pas les forces occultes qui font désertir les attributaires, c'est la "révolution agraire" de Boumediène qui les expulse de la terre !

A TRAVERS LES WILAYAS

Comme chacun sait, chaque jour c'est une nouvelle réalisation à l'actif du régime ... Penchons nous un peu sur ces réalisations.

... A Constantine, "capitale de l'est" c'est le problème de l'eau, qui est "en voie d'être solutionné" (El Moudjahid du 7 février).

En fait, la situation est critique. Les ressources en eau n'ont pas changé depuis 1962... Les canalisations non plus ! Comme le constate un locataire, impossible dans les quartiers neufs, de "satisfaire les besoins les plus élémentaires d'hygiène".

Aucune réponse de la part des services techniques de l'A.P.C. Quant à la S.O.N.A.D.E. qui s'est chargée du projet d'adduction d'eau ... elle réclame un délai de deux ans pour difficultés d'approvisionnement !

... A Oran, deuxième ville du pays, surpopulation (El Moudjahid du 8 février).

Les capacités d'accueil évaluées à 500 000 habitants.///

...